

Les Papèteries c'est pas fini !

Revue de presse du 12 septembre 2009

Région et Département s'engagent pour favoriser des éventuelles repreneurs

12/09 | 2009

Le Dauphiné Libéré

VOTRE RÉGION

PAPETERIES DE MALAUCÈNE Le Département et la Région veulent agir vite

“Il y aura des aides pour le repreneur”

AVIGNON

Hier, alors que le groupe papetier américain Schweitzer-Mauduit International SWM.N annonçait une réorganisation de son site de Quimperlé, dans le Finistère et une suppression de 106 emplois, une conférence de presse était aussi organisée à Avignon par les Conseils régional de Paca et général de Vaucluse.

Les élus se sont réunis en début d'après-midi à l'hôtel de Sade, en présence des papetiers de Malaucène, dont la fermeture de l'entreprise avait été annoncée en avril dernier par le groupe américain.

Les repreneurs appelés à se faire connaître

« Cinq mois après la décision, il n'y a aucune informa-

tion sur la façon dont le groupe va disposer du site. Mais il y a urgence à trouver un repreneur » ont martelé tant Michel Vauzelle, président de la Région, que Claude Haut, à la tête du Département. Aussi, un appel a-t-il été clairement lancé aux candidats, dont les noms sont totalement occultés par Schweitzer-Mauduit.

A priori, ils seraient entre 3 et 5. « Pendant ce temps, les marchés partent à la concurrence et l'entreprise perd sa valeur » dénonce le maire de Vaison Pierre Meffre. Les élus n'hésitent pas à soupçonner Schweitzer-Mauduit de décourager les repreneurs (prix dissuasif, problème de la dépollution) pour ne pas laisser le site à ses concurrents.

« On appelle les candidats à se faire connaître, pour discuter, notamment sur la fa-

çon dont on pourrait faciliter la reprise du site » explique Xavier Bernard, conseiller général du canton de Malaucène. Par exemple, par le biais du prêt régional au maintien de l'emploi, un dispositif spécifique de la Région (prêt à taux 0) et une prime de 2500 euros par an par emploi maintenu ou créé.

Par ailleurs, Michel Vauzelle, qui a déjà évoqué la question avec le nouveau préfet, demande l'organisation d'une table ronde avec l'ensemble des partenaires. Le président de la Région a aussi « écrit une lettre au président de la République. C'est au niveau national que l'État peut intervenir ».

Une prochaine réunion est prévue le 15 septembre à Carpentras, à l'initiative de la sous-préfète.

Mireille MARTIN



Hier à Avignon, les élus ont dénoncé le mépris du groupe américain et la nécessité d'agir très vite pour trouver un repreneur. LE DU/PATRICK ROUX

SOCIAL / Région et Département main dans la main pour défendre les papeteries

Papeteries : MM. Vauzelle et Haut en appellent à l'Etat

"Sil y a un repreneur, l'Etat garantira le repreneur."

Ces propos de Nicolas Sarkozy, Michel Vauzelle les a repris, hier à Avignon, au cours d'une conférence de presse commune avec Claude Haut. S'ils ont été prononcés par le président de la République lors de sa venue sur le site de l'entreprise Molex, à Villeneuve-sur-Tarn, le président de la Région a souhaité qu'ils puissent s'appliquer aux papeteries de Malaucène. "J'ai écrit au président de la République pour lui demander d'avoir le même respect, la même volonté de défendre les salariés de Malaucène", a-t-il annoncé.

"Il faudra certainement interpellier le ministre de l'Industrie, certainement le président de la République", a dit en écho Claude Haut, président du Conseil général de Vaucluse. Ses attaques se sont focalisées sur le groupe Schweitzer-Mauduit et le cabinet Altédia qui, selon lui, ont traité "avec mépris les élus de cette région". Il s'est dit "déçu de ne pas être associé à cette recherche de repreneur", alors que Région et Département sont "prêts à prendre part au maintien de l'activité industrielle sur le site de Malaucène". L'un des



► Michel Vauzelle a salué avant la conférence les représentants des salariés des papeteries de Malaucène. / PHOTO PASCAL POCHARD



► MM. Vauzelle et Haut veulent que l'Etat organise une table ronde pour parler du maintien de l'activité industrielle à Malaucène.

dispositifs est le prêt régional au maintien de l'emploi (taux zéro), doté de 2500 € par emploi maintenu ou créé.

"Il n'y a que l'Etat qui a la dimension nécessaire pour mettre la pression, au niveau national, pour une intervention efficace", dit M. Vauzelle. Malgré leurs demandes, les élus n'ont jamais eu accès aux dossiers des candidats à la reprise du site, détenus par le cabinet Altédia. Ce dernier ne devrait même pas participer lundi à la commission de revitalisation à la CoVe. "Aujourd'hui, on constate que cette commission va être une coquille vide", disait Thierry Georges, secrétaire de l'Union locale CGT de Vaison après la conférence de presse. "Nous avons vu le ministre de l'Industrie M. Estrosi et son directeur de cabinet Jean-Michel Drevet le 28 juillet à Paris, s'inquiète Gilles Fournel, secrétaire de l'Union départementale CGT. Ils devaient nommer deux interlocuteurs privilégiés. Aujourd'hui, ils ne sont même pas venus voir le site, plus de nouvelles!"

"On a l'impression qu'ils ne veulent pas de repreneur", dit le conseiller général Xavier Bernard, de Schweitzer-Mauduit. ■

Christian Gravez